

Initiatives ministérielles

que l'ONU participe aux préparatifs de guerre, qu'allons-nous faire après la guerre? Que ferons-nous si le conflit se règle pacifiquement? Et que ferons-nous s'il ne se règle pas pacifiquement?

Je le répète, l'ONU joue un rôle important parce qu'au moment où nous nous préparons à régler un conflit, nous devons être prêts à voir plus loin. Cette résolution n'est que le début du débat. Je suis curieux de voir quelle contribution le gouvernement y apportera et comment il recevra les amendements proposés par notre parti. Bien sûr, son propre parti a proposé un amendement intéressant. Le tout représente une façon très intéressante d'aborder ce problème. Il montre qu'il y a un consensus.

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, je pense que c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre—et je suis ici depuis près de 20 ans—pour un seul député en face de moi. Je suppose que, comme c'est l'heure du lunch. . .

Le président suppléant (M. Paproski): À l'ordre, s'il vous plaît. Il y a eu entente pour que des députés aillent manger. J'espère que le député ne désire pas attirer l'attention là-dessus.

D'autres députés sont dans le hall ou nous regardent à la télévision. Ce n'est pas parce que c'est l'heure du lunch qu'ils ne sont pas ici. Le député est ici depuis longtemps et il sait qu'il ne doit pas faire allusion à la présence ou à l'absence de quelqu'un.

• (1310)

M. Blackburn (Brant): Monsieur le Président, je comprends, ce n'était pas une critique, c'était plutôt une remarque humoristique. Je retire ce que j'ai dit. Je sais que la qualité de l'auditoire est absolument superbe.

Rétrospectivement, la question dont on parle n'existe que depuis deux mois environ. On peut dire qu'il était presque inévitable qu'une confrontation militaire majeure se produise au Proche-Orient à un moment donné—l'été passé, à l'automne ou cet hiver—vu les graves problèmes en suspens dans cette partie du monde.

Ce que nous voyons en Irak avec Saddam Hussein n'est pas la seule question. Il y a au moins une autre question qui attend une solution depuis fort longtemps.

Le 2 août, le monde était surpris, révolté et attristé de la capture militaire, par une action directe, de l'État indépendant du Koweït. Tous ceux qui croient aux institutions démocratiques et à l'évolution pacifique des sociétés et les appuient, et c'est certainement le cas de la Chambre, ont immédiatement condamné cette invasion militaire.

Cependant, je ne peux m'empêcher de mentionner l'aspect ironique de ce qui se passe au Proche-Orient et dans le Golfe. Pensez aux sept ou huit longues années de guerre entre l'Irak et son voisin, l'Iran. Pendant toutes ces années, et des années avant cela, pratiquement tous les membres permanents du Conseil de sécurité ont cherché à vendre des armes aux belligérants, l'Iran, mais surtout l'Irak. Aujourd'hui, nous récoltons la tempête causée par la tragique erreur de jugement des industries d'armements aussi bien que de la collectivité internationale.

Il ne s'agit pas que d'une vague ironie du sort que tout à coup les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine et l'Union soviétique, pour ne mentionner que quelques pays, se tordent les mains de désespoir et se demandent ce qui est arrivé au Moyen-Orient, alors que pendant tant d'années, ces pays ont vendu à l'Irak des armes et un matériel de guerre hautement perfectionné. Ils ont édifié la force militaire de Saddam Hussein au point qu'il est devenu une menace, non seulement dans le Golfe, mais dans tout le Moyen-Orient. C'est absolument inadmissible.

Nous nous trouvons aussi dans une situation où, tout à coup, nous avons découvert que le Conseil de sécurité devrait intervenir directement parce qu'un État a été envahi militairement par un autre. Je suis d'accord avec cette action et ces résolutions. Mais j'aimerais savoir pourquoi, même à ce jour, le Canada et les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et d'autres pays ne sont pas allés au secours des Palestiniens.

Après tout, l'ONU a adopté la résolution 242 qui demandait à l'État d'Israël en tant que force militaire d'occupation de se retirer de la Cisjordanie. Au moment de la victoire militaire en 1967, à la fin de la guerre, même avec la résolution de l'ONU, pas un seul canon, pas un seul char ni un seul avion des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne ou du Canada—je n'ai pas entendu